

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sur la voie d'un accord pour aider la Grèce

La zone euro serait prête à s'associer au Fonds monétaire international

Bruxelles
Bureau européen

Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, pourrait annoncer, mercredi 24 mars, la tenue d'un sommet extraordinaire de la zone euro. La réunion aurait lieu jeudi 25 mars en début d'après midi, juste avant le Conseil européen prévu le jour même à Bruxelles. Objectif : dégager un compromis au sujet d'un plan d'aide à la Grèce et mettre fin au psychodrame que la question suscite entre l'Allemagne et ses partenaires de l'union monétaire.

Mardi, Nicolas Sarkozy et le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, ont demandé la tenue d'une telle rencontre, la seconde du genre après celle organisée en octobre 2008 par le président français en pleine crise financière. Cette fois, « *il s'agit de savoir quelle est la doctrine de la zone euro pour aider un pays membre en difficulté* », dit-on à l'Elysée : « *Le sujet concerne la zone euro ; il doit être résolu au niveau de la zone euro.* »

En prélude, Français et Allemands ont rapproché leurs points de vue dans la journée de mardi. La semaine dernière, Angela Merkel avait écarté toute perspective d'aide précipitée et exigé, en échange d'un éventuel soutien allemand, un mécanisme permettant d'exclure les pays les moins performants de l'union monétaire.

re. Surtout, la chancelière allemande s'était prononcée pour l'intervention du Fonds monétaire international (FMI). Une perspective longtemps écartée par Nicolas Sarkozy, au profit d'une mobilisation des seuls pays de la zone euro.

Si aucun accord définitif n'est encore scellé, les grandes lignes d'un compromis se dessinent. Le

« **Il s'agit de savoir quelle est la doctrine de la zone euro pour aider un pays membre en difficulté** »

Un porte-parole de l'Elysée

plan d'aide couplera les prêts bilatéraux accordés à la Grèce par les Etats de la zone euro, à une assistance financière du FMI. Le dispositif serait, si besoin, déployé en plusieurs tranches, les premiers versements étant assurés par le seul Fonds monétaire, mais sans doute

Les échéances financières d'Athènes

La Grèce doit refinancer environ 16 milliards d'euros d'emprunts arrivant à échéance entre le 20 avril et le 23 mai. Georges Papandréou, le premier ministre socialiste du pays, espère le faire à des taux d'intérêt en-deçà des quelque 6 % consentis à Athènes ces derniers mois par les marchés financiers. Ce tarif

pas avant la fin avril. Un tel calendrier pourrait permettre aux Etats de la zone euro de ne pas intervenir avant l'élection régionale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en Allemagne, le 9 mai.

A quelques semaines de ce scrutin difficile, Angela Merkel doit composer avec l'hostilité d'une majorité d'Allemands à tout renflouement de la Grèce. Cette opposition est relayée au sein de sa coalition par le parti libéral FDP, lui-même partisan déclaré d'une intervention du FMI. « *Il est difficile de demander davantage d'argent aux Allemands alors qu'ils comptent parmi les principaux contributeurs du Fonds* », dit un dirigeant de cette formation.

Aucun montant d'aide ne devrait être précisé cette semaine. Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, ne sera pas présent jeudi à Bruxelles. L'évaluation précise des besoins de la Grèce serait réalisée dans la foulée du sommet de la zone euro par une mission conjointe de la Commis-

est très au-dessus de celui dont bénéficient les obligations allemandes. D'après de nombreux économistes, il n'est pas soutenable à long terme pour un pays surendetté. La dette grecque devrait dépasser 120 % du produit intérieur brut (PIB) cette année. Son déficit budgétaire a atteint 12,7 % du PIB en 2009.

sion européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI. Les experts estiment que le mécanisme de soutien financier devrait au total atteindre une trentaine de milliards d'euros pour être crédible sur les marchés financiers, dont entre 10 et 12 milliards de la part du FMI.

En dépit des réserves de M^{me} Merkel, le sommet de la zone euro sera le deuxième en moins de deux ans. En octobre 2008, Nicolas Sarkozy, alors président de l'UE, avait eu recours à ce format inédit pour fixer les contours d'un plan d'aide aux banques européennes frappées de plein fouet par la crise financière. Il s'agissait déjà à l'époque de convaincre M^{me} Merkel d'intervenir en faveur du système bancaire, alors qu'elle s'était opposée, une semaine plus tôt, à toute action concertée.

Cette fois, les pressions se multiplient en vue d'un compromis, si possible avant le sommet des Vingt-Sept. Tandis que M. Van Rompuy tente de rapprocher discrètement les points de vue, Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, et José Manuel Barroso, celui de la Commission, se sont mobilisés pour encourager les différents gouvernements à transiger. Les pays de la zone euro « *partagent un destin commun* », a répété le président de la BCE. Pour un haut responsable européen, « *il est temps que la zone euro parvienne enfin à surmonter ses divisions* ». ■

Philippe Ricard

Trois ex-ministres britanniques piégés par des faux lobbyistes

Ce sera bientôt une coutume. Chaque année, ou presque, un organe de presse britannique monte une opération pour piéger des parlementaires : un (ou plusieurs) journaliste se fait passer pour le salarié d'une entreprise fictive et sonde quelques élus de Sa Majesté pour savoir s'ils seraient prêts, contre rémunération, à plaider sa cause auprès du gouvernement. Chaque année, le subterfuge fait des victimes à Westminster.

Cette fois-ci, ce sont trois anciens ministres travaillistes – Geoff Hoon, Patricia Hewitt et Stephen Byers – qui ont plongé, après une opération conjointe du *Sunday Times* et de Channel Four. On pouvait les entendre sur l'émission « *Dispatches* », diffusée lundi 22 mars par la chaîne de télévision, donner leurs tarifs.

Pour M. Byers, qui fut entre autres ministre des transports, cela peut aller jusqu'à 5 000 livres (5 600 euros) par jour. « *Je suis à louer, comme un taxi* », a-t-il lancé à ses interlocuteurs, tandis qu'une caméra cachée dans un pot de fleurs immortalisait ses propos. Avant de se vanter d'avoir déjà intercédé, avec succès, en faveur du transporteur National Express ou des supermarchés Tesco auprès de membres du gouvernement. M. Hoon et M^{me} Hewitt, moins expérimentés, ne demandent que 3 000 livres par jour. L'ancien ministre de la défense s'est dit prêt à mettre son carnet d'adresses et sa connaissance du monde gouvernemental au service de « *quelque chose qui rapporte beaucoup d'argent* ».

Il faut préciser que ces trois parlementaires, qui ne se représentent pas aux élections législatives prévues d'ici à juin, sont en qu'd'un emploi. Et qu'outre-Manche, les anciens membres de l'exécutif sont en droit de se livrer à des activités de lobbying, à certaines conditions.

Il n'empêche, lundi soir, le groupe parlementaire du Labour les a suspendus, le temps de mener son enquête. Le premier ministre Gordon Brown n'a pas hésité, d'autant que M. Hoon, M^{me} Hewitt et M. Byers – des blairistes assumés – ont chacun, à un moment ou un autre, milité pour son départ du 10 Downing Street. Après le scandale des notes de frais de Westminster, qui a mis à bas la confiance des Britanniques dans leur système politique, le candidat travailliste se veut sans concession.

Pour autant, M. Brown refuse d'ouvrir une enquête au sein de son gouvernement au sujet des prétendues performances passées de M. Byers. Les administrations et les ministres mis en cause, a-t-il expliqué, nient avoir jamais accédé à une demande de M. Byers. David Cameron, le leader des conservateurs, juge que M. Brown doit « *reconsidérer* » sa position, au vu des divergences entre les déclarations des uns et des autres. Le candidat Tory, tout comme son concurrent travailliste, a promis de revoir les conditions dans lesquelles d'anciens ministres peuvent se livrer à des activités de lobbying. ■

Virginie Malingre
(Londres, correspondante)

Dans les Pouilles, le gouverneur Vendola fait de la poésie une arme de campagne

Les élections régionales italiennes devraient reconduire cet atypique élu

Bari (Pouilles)
Envoyé spécial

Qui oserait placer le mot « poésie » dans un slogan de campagne ? Qui irait se présenter aux élections avec une boucle d'oreille et une alliance au pouce de la main gauche ? Qui parlerait de son homosexualité assumée aussi bien que de sa foi tourmentée à ses électeurs ? Un seul : Nichi Vendola (prononcer « Niki »), 52 ans, candidat à sa succession au poste de gouverneur des Pouilles, favori des sondages aux élections régionales des 28 et 29 mars.

Élevé entre une photo de Youri Gagarine et une autre de Jean XXIII, dans la cuisine familiale, il est devenu le symbole des errements du Parti communiste italien. Il en a traversé toutes les scissions jusqu'à la naissance de Gauche, écologie et liberté, le mouvement sous l'étiquette duquel il se présente. Look de pirate cravaté, volubile à la limite du verbiage, écartelé entre « deux Eglises » (le communisme et le catholicisme), il est, selon son attaché de presse,

entré « *dans le club des cinq politiciens les plus connus des Italiens* ».

« La poésie est dans les faits » : le slogan sur ses affiches le résume. Sur ses tracts, son bilan s'écrit en vers de mirliton. « *La poésie est une nouvelle façon de raconter l'avenir des Pouilles*, dit cet auteur estimé de plusieurs recueils. *C'est choisir la politique comme projet contre la politique comme simple administration du pouvoir.* » Affalé sur un canapé de cuir noir dans son siège de campagne, il reprend. « *Mes adversaires ont voulu me réduire à cette image de poète, donc de dilettante. Ils ont cherché à susciter la défiance des masses vis-à-vis de la culture, comme dans les années 1930. Mais la réaction du peuple des Pouilles a été extraordinaire.* »

Nouveau communicant

Ses adversaires ? Le centre droit, bien sûr, qui lui fait le cadeau de se présenter divisé contre lui, mais aussi le Parti démocrate (centre gauche). Ses dirigeants préféraient un candidat plus consensuel capable de s'allier avec les centristes. Nichi Vendola a refusé de céder la

place et a réclamé des primaires. Un plébiscite en sa faveur.

La recette du succès : un mélange de sincérité et d'expertise des nouvelles formes de communication politique. Au discours berlusconien qui promet la réussite du chef à tous les Italiens, il oppose sa biographie contradictoire dont il a fait un miroir de sa région. Le talon de la Botte se projette désormais comme une oasis de tolérance et de solidarité dans une Italie individualiste et traversée de tensions raciales. « *Saint Nicolas, le saint patron de la ville, venait de Turquie, aime-t-il à rappeler. Ici, dans certains villages, on parle encore le grec ancien, et dans le marbre de l'autel de la cathédrale de Bari, on peut lire : "Allah Akbar."* »

Dans cette campagne personnalisée, tout porte son nom. Ses comités de soutien s'appellent les Ateliers de Nichi, tout comme le livre d'entretien dans lequel il se raconte. Le message, c'est lui. Pourtant, la belle image de probité, de transparence et de tolérance a failli être emportée quand son adjoint à la santé a été incarcéré pour avoir reçu des faveurs d'un entrepreneur de Bari, le même qui est soupçonné d'avoir organisé un réseau de prostitution pour corrompre Silvio Berlusconi. « *Je l'ai fait démissionner dès que son nom est apparu, cette histoire n'aura pas d'incidence* », veut croire M. Vendola.

Dans le hall de l'Hôtel Excelsior, où il doit tenir une réunion, ses fans défilent. L'un d'eux, aveugle, lui soumet un tract en braille. Il ne se lasse pas de cette affection. « *Ce matin*, raconte-t-il, *un ouvrier des chantiers navals m'a fait un compliment en vers. L'autre jour, un ami m'a raconté que sa mère, très âgée, s'est réveillée un matin en réclamant un stylo et du papier. Elle aussi voulait écrire une poésie.* » Miracle à Bari ? ■

Philippe Ridet



Nichi Vendola, favori des élections régionales. ANDREAS SOLARO/AFP